



Presse Internationale

n°73 – février 2010 - 1€ (soutien 2 €)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

Ed. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



InBev : p.3
Une victoire des travailleurs !

Opel : p.5
Solidarité internationale
pour sauver l'emploi !

Haïti :
Aide humanitaire au peuple haïtien
Pas d'occupation militaire p.6; 12

Aussi dans ce numéro :

Edito : La peur doit changer de camp ! p. 2

Italie : La lutte des travailleurs immigrants de
Rosarno, c'est la lutte de tous les travailleurs p.11





La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

La peur doit changer de camp !

Depuis la crise financière de septembre 2008 le pouvoir d'achat et les conditions de vie des travailleurs se sont encore dégradés. D'un côté, la pression et la flexibilité au travail ne cessent d'augmenter, de l'autre, les chômeurs de plus en plus nombreux crèvent de ne pas avoir de travail. L'annonce de la fermeture d'OPEL Anvers et de la perte de plusieurs dizaines de milliers d'emplois indirects est aujourd'hui une catastrophe de plus.

Suite à la crise, le gouvernement déboursait immédiatement 20 milliards d'argent public pour sauver les banques. Il ne cesse d'octroyer des réductions de cotisations sociales et autres aides publiques au patronat. Rien qu'en 2008, 4 milliards ont été perdus dans la poche des entreprises avec cette mascarade des intérêts notionnels. Leur politique sert directement les intérêts des entreprises privées et mène à la ruine des caisses de l'Etat. **Cette crise capitaliste n'est pas la nôtre, nous n'acceptons pas de la payer !**

En 2009, il y a eu de nombreuses grèves dans les entreprises et beaucoup de secteurs différents sont descendus en rue pour se faire entendre : les métallos, les agriculteurs, le non-marchand, les gardiens de prisons, les pompiers, les cheminots...

La lutte pour l'emploi dernièrement chez Inbev, qui a eu gain de cause, a pu faire reculer les ambitions de licenciement de la direction. Nous ne pouvons pas avoir de garantie de victoire à l'avance, mais cet exemple nous prouve que **même dans ce contexte de crise, nous pouvons gagner. Seule la lutte paie !**

La **solidarité** avec les travailleurs en lutte et **l'unité dans les luttes** est essentielle. La solidarité autour des piquets chez Inbev a été rapide, remarquable et payante. Une délégation d'OPEL était venue soutenir les grévistes de FIAT au printemps dernier,

aujourd'hui, nous devons tous être avec ceux d'OPEL. Il faut combattre à tout prix les divisions et les frontières qui sont construites entre les travailleurs, qu'elle soient communautaires, syndicales, entre travailleurs légaux et les sans-papiers... Les travailleurs et les chômeurs, qui sont des travailleurs privés d'emploi à cause de la recherche effrénée des patrons de faire toujours plus de profit, sont mis en concurrence : la peur du chômage est l'arme principale qui pèse sur les travailleurs, tandis que les chômeurs sous pression doivent accepter chaque fois plus des emplois au rabais. Leur combat est commun : pour l'emploi, pour des conditions de travail dignes.

Et à l'image des plans de libéralisation et des entreprises multinationales, la lutte doit inévitablement **s'organiser au niveau international.**

Le 29 janvier, nous avons manifesté à l'appel des trois syndicats. Une manifestation d'un jour ne suffit pas. Cela doit être un premier pas pour organiser la résistance. Les syndicats doivent organiser la discussion sur chaque lieu de travail pour organiser un plan de lutte national. Comme le disait le Secrétaire général de la MWB (métallos), Nico Cue, « **la peur doit changer de camp** » !

Remboursement de toute aide publique pour les entreprises qui licencient !

Suppression du système de contrôle des chômeurs !

Réduction du temps de travail avec embauche compensatoire sans perte de salaire !

Maintien et création d'emplois dans les services publics !

Victoire des travailleurs !

Le vendredi 22 janvier, après deux semaines de lutte, la direction d'AB-InBev a fait marche arrière et a arrêté la procédure Renault du plan de restructuration.

Cette victoire a été possible grâce à l'unité syndicale en front commun et aux différentes marques de solidarité qui devenaient de jour en jour plus amples, venant non seulement des différentes implantations d'AB-InBev Belgique, en Europe et même au-delà de ces frontières, mais aussi des travailleurs d'autres secteurs comme les cheminots, les postiers, les pompiers, etc..



La lutte paye.

Les travailleurs d'InBev sont fiers, et à juste titre, d'avoir fait reculer la multinationale, et cela sans perdre une journée de salaire grâce à la tactique efficace de bloquer l'entrée des matières premières et la sortie de la bière, tout en se présentant au travail. Même la dernière tentative patronale d'un lock-out a échoué : les travailleurs ont brisé les chaînes et l'accord final a fixé que les salaires de ces journées seraient aussi payés.

Toutefois, la vigilance reste de mise.

C'est « une bataille gagnée, mais pas la guerre ». « Il est évident

que la direction va revenir avec quelque chose, et nous devons rester vigilants », explique Antonino Militello, délégué principal FGTB. Les blocages sont levés, la production et la distribution de bière reprennent, mais la lutte continue.

Plus que jamais, une unité solide des différents sites d'AB-InBev, dans toute l'Europe et à l'échelle de la multinationale, sera nécessaire. Plus que jamais aussi, la solidarité entre les différents secteurs doit devenir concrète. La marche pour l'emploi du 29 janvier doit être un point de départ pour un plan national de lutte, organisé par les syndicats en front commun, au-delà des divisions régionales, en suivant l'exemple du combat important des travailleurs d'InBev.

Déclaration commune des délégations syndicales d'InBev

Nous avons appris avec stupéfaction lors du Conseil d'entreprise extraordinaire du 8 janvier la volonté de l'entreprise InBev-Belgique de se débarrasser de 304 emplois. Cette information, nous l'avons entendue avec stupéfaction et surtout avec colère.

Les délégations syndicales de la société Inbev font appel à votre solidarité.

Nous refusons cette restructuration. Pourquoi ?

Est-il normal que l'on restructure alors que l'entreprise a enregistré un bénéfice net de 1.5 milliards d'euros en 2009 et que pas moins de 785 millions d'euros de divi-

dendes ont été reversés aux actionnaires ?

Est-il normal que l'on restructure alors que pour 2010 la société Inbev a promis de reverser pas moins de 945 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires ?

Entre 1989 et 2009, nous sommes passés d'une production totale de 4 millions d'hectolitres à 12 millions d'hectolitres. Dans la même période, nous sommes passés de 6000 travailleurs à 2800 travailleurs. 3 fois plus de bière avec 2 fois moins de personnel. Une augmentation de la productivité qui a donc augmenté de 600 %.

Pourquoi une augmentation de la richesse se trans-

forme-t-elle en catastrophe pour les travailleurs? Où est la logique, si ce n'est celle du tout au profit ?

Est-il normal que l'on restructure alors qu'Inbev a reçu pas moins de 70 millions de réduction d'impôt grâce aux intérêts notionnels ?

Argent provenant du contribuable et dont le but est de soit disant de créer de l'emploi.

NON, nous ne trouvons pas cela normal ! Nous n'acceptons pas cette restructuration !

Nous n'acceptons pas cette restructuration, et c'est la raison pour laquelle nous menons le combat en commun, ouvriers et employés, travailleurs de Flandre et travailleurs de Wallonie. Nous n'acceptons pas la division communautaire qui veut nous opposer les uns aux autres. Un travailleur licencié est un travailleur licencié, qu'il soit flamand ou wallon.

Nous n'acceptons pas cette restructuration. C'est

pourquoi nous appelons à la solidarité des autres entreprises. La logique avec laquelle on diminue l'emploi chez nous est la même logique avec laquelle on diminue l'emploi chez vous: Plus de profit, et moins d'emploi.

Nous n'acceptons pas cette restructuration et c'est pourquoi nous interpellons nos hommes et femmes politiques. Plutôt que des belles paroles pour l'emploi, nous leur demandons des actes. Plutôt que de donner des milliards d'euros de cadeaux au patronat, on ferait mieux d'investir dans l'emploi. Plutôt que de chasser les chômeurs, chassez le chômage.

Les délégations d'INBEV Belgique

Contact: Nino Militello fgtb.inbevjupille@gmail.com

Solidarité internationale

AmBev, l'entreprise qui a fusionné en 2004 avec Interbrew pour former InBev, est implantée au Brésil. La lutte d'InBev a fait l'objet d'un long article sur le site de CONLUTAS, Centrale syndicale d'opposition dans ce pays. (www.conlutas.org.br)



Coordenação Nacional de Lutas

Moção de Solidariedade

A Conlutas, Central Sindical, Popular e Estudantil brasileira tem acompanhado a luta dos camaradas da InBev na Bélgica, que se opõe à quinta reestruturação de sua empresa, tendo como consequência demissões e aumento da exploração e do ritmo de trabalho para os que permanecerão.

Estas ataques são inaceitáveis.

Esta política, levada pelo grupo AB-InBev em todo o mundo para retirar direitos e empregos, enquanto aumenta sua lucratividade, tem sido enfrentada de maneira muito combativa por nossos companheiros trabalhadores belgas.

Com sua luta, defendem os interesses de todos os trabalhadores do grupo no mundo, bem como de toda nossa classe. A crise econômica internacional deve ser paga pelos que a fizeram, empresários e banqueiros e não os trabalhadores com nossos empregos e direitos.

Aos nossos irmãos trabalhadores belgas queremos expressar nossa solidariedade e apoio incondicional a vossa luta desde nossa organização no Brasil, nos colocando à disposição para todo apoio necessário para sua vitória.

Aos executivos do grupo AB-InBev, nosso repúdio por sua política de ataques aos trabalhadores e nossa exigência que suspendam os ataques e demissões e garantam os empregos de todos os trabalhadores.

Dirceu Travesso
Secretaria Nacional Executiva
Conlutas - Brasil

COORDENAÇÃO NACIONAL DE LUTAS - CONLUTAS - CNPQ Nº 037.836/0001-80
PRAÇA PADRE MARCELINO MOREIRA, 26 - RIO PALUDO - SP - 02024-000
TELEFONE (11) 3107.1884 - FAX (11) 3107.1882 - www.conlutas.org.br - conlutas@conlutas.org.br

Voici une motion de solidarité, envoyée aux camarades d'InBev par CONLUTAS :

Conlutas, la Centrale Syndicale Populaire et Estudiantine brésilienne, suit de près la lutte des camarades d'InBev de Belgique, qui s'opposent à la cinquième restructuration de leur entreprise, avec comme conséquence des licenciements et l'augmentation de l'exploitation du rythme de travail de ceux qui restent.

Ces attaques sont inacceptables.

Nos camarades, les travailleurs belges, font face de façon très combative à cette politique de réduire les droits et les emplois, mise en oeuvre par le groupe AB-InBev dans le monde entier afin d'augmenter ses bénéfices.

Avec leur lutte, ils défendent les intérêts de tous les travailleurs du groupe dans le monde, ainsi que ceux de toute notre classe. La crise économique internationale doit être payée par ceux qui l'ont provoquée, les entrepreneurs et les banquiers, et non par les travailleurs, au détriment de nos emplois et de nos droits.

Nous voulons manifester à nos camarades, les travailleurs belges, notre solidarité et notre soutien inconditionnel à votre lutte de la part de notre organisation au Brésil, et nous sommes à votre disposition pour tout le soutien nécessaire pour votre victoire.

Aux dirigeants du groupe AB-InBev, notre condamnation pour leur politique d'attaques aux travailleurs, et notre exigence d'y mettre fin, d'annuler les licenciements et d'assurer les emplois de tous les travailleurs.

Dirceu Travesso
Secrétariat National Exécutif
Conlutas - Brésil

L'usine d'Anvers doit rester

L'industrie automobile belge est dominée par le capital étranger, et exporte plus de 90 % de la production. Cette dépendance extrême devient catastrophique avec la crise économique actuelle.

En juillet 2009, GM fait faillite. L'Etat nord-américain intervient, à condition que l'entreprise licencie 20 000 des 88 000 travailleurs, et deux semaines plus tard, une « nouvelle » entreprise est créée. Elle hérite des biens de l'ancienne sans avoir à se charger des dettes, et dont le principal actionnaire est l'Etat fédéral nord-américain. Dans un premier temps, Opel est mis en vente, mais en novembre, un nouveau marchandage commence. Plus question de vendre Opel, mais GM opère une surenchère pour voir qui veut bien lui avancer de l'argent, pour la « faveur » de ne pas fermer telle ou telle usine. La « restructuration » en Europe demande 3,3 milliards d'euros, alors que la nouvelle GM même n'apporterait que 0,6 milliards. Le solde de 2,7 milliards devrait être financé par des aides publiques des Etats concernés. Le gouvernement flamand n'hésite pas à lui offrir un demi-milliard, presque autant que l'apport de GM elle-même, mais l'Allemagne offre bien plus.

Pour mener à bien la « restructuration », GM envoie un spécialiste. Nick Reilly, vice-président de GM et président de GM International Operations après la faillite, devient le patron d'Opel à partir du 15 janvier 2010. Il s'agit d'exécuter la décision prise : les quatre sites en Allemagne peuvent rester et Opel-Anvers doit être fermé.

La bourgeoisie belge voudrait, bien sûr, garder l'usine Opel-Anvers en marche, mais le Ministre Président Peeters n'a pas d'illusions. En juillet déjà, il avait déclaré : « Ne soyons pas naïfs, le gouvernement flamand ne peut pas faire grand-chose pour influencer la décision de la direction de GM de fermer une de

ses entreprises en Europe. » Et face à l'Allemagne, il admettait que « ce sont ceux qui mettent le plus d'argent sur la table qui décrochent la timbale ».²

Il y a 150 ans, Marx signalait déjà : « Tant que tout va bien, la concurrence [...] joue pratiquement le rôle

d'une amicale de la classe capitaliste : celle-ci se répartit collectivement le butin commun proportionnellement à la mise de chacun. Mais dès qu'il ne s'agit plus de partager les bénéfices mais les pertes, chacun cherche autant que possible à réduire sa quote-part et à la mettre sur le dos du voisin. Pour la classe capitaliste, la perte est inévitable. Mais savoir quelle part chaque individu en supportera, si même il doit en prendre sa part, c'est alors affaire de force et de ruse, et la concurrence se mue en combat de frères ennemis. »³ Si c'était déjà vrai à l'époque de Marx, l'époque réformiste du capitalisme, c'est encore plus vrai aujourd'hui, à l'époque impérialiste.

La seule possibilité de sauver l'usine Opel-Anvers, en même temps que tous les sites de production de la multinationale, c'est l'unité des travailleurs à travers le monde, qui tous ensemble rejettent la surenchère capitaliste et n'acceptent pas de « défendre leur usine » au détriment des autres.

Des manifestations de solidarité des travailleurs d'Opel en Allemagne avec leurs camarades à Anvers ont indiqué ce chemin. Et une solidarité de travailleurs de GM au-delà des frontières de l'Europe s'est manifestée. Opel, c'est les travailleurs : « **Wir sind OPEL** » disent-ils, car ce sont eux qui produisent les voitures. Sans eux, aucun Reilly ne peut rien faire. Si les ventes diminuent, et surtout si la productivité augmente et qu'il faut moins d'heures de travail par voiture, qu'on diminue la journée de travail de tous les travailleurs de GM, sans perte de salaire.

Les syndicats doivent organiser la lutte en ce sens.

Solidarité internationale
du Syndicat des Métallos
de São José dos Campos

Camarades,
Nous, travailleurs de GM-Brésil,
accompagnons votre lutte décidée
contre la fermeture de l'usine d'OPEL
à Anvers. Nous savons que c'est la
même politique de GM qui, partout
dans le monde et en particulier aussi
au Brésil, essaye de faire payer la
crise aux travailleurs. Pour cela, elle
usurpe non seulement les fonds pu-
blics de différents gouvernements
complices, mais elle essaye aussi
d'opposer les travailleurs d'un pays
contre ceux d'un autre, d'un site de
production contre ceux d'un autre, en
exigeant de nous, qui produisons
réellement les véhicules, de « défen-
dre » notre usine contre celle d'autres
sites, et même de faire des « sacrifi-
ces » à cet effet.
Nous, les travailleurs, nous ne
voulons pas céder à un chantage si
mesquin. Seule l'unité entre tous les
travailleurs de la multinationale GM,
en défense de tous les emplois, peut
arrêter cette exploitation honteuse,
qui en outre donne lieu à des jour-
nées de travail de plus en plus dures
pour ceux qui gardent encore leur
emploi. Face à une demande réduite
de véhicules, et principalement face à
une plus grande productivité des usi-
nes, nous n'acceptons aucune ferme-
ture et nous exigeons une réduction
de la journée de travail sans perte de
salaire, dans tous les sites.

Pour l'unité des travailleurs de GM
Aucune fermeture
Réduction de la journée de travail
sans perte de salaire

¹ Dans les 14 pays de l'OCDE, il y avait 7000 entreprises multinationales en 1969, 40.000 aux environs de 1995 et 63.000 en 1999.

² Le Soir 25/07/2009, 06/11/2009

³ K. Marx, Le Capital, livre III, chap. XV,3



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n° 155 (janvier 2010) de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

URGENT

Solidarité des travailleurs du monde entier avec le peuple haïtien



Une catastrophe naturelle de proportions gigantesques...

Le 12 janvier, un séisme violent a frappé Haïti. Le séisme a eu son épicentre à peu de kilomètres de la capitale, Port-au-Prince, où vit un quart de la population du pays, et a provoqué une catastrophe terrible. A l'heure actuelle, on calcule qu'il y a déjà environ 200 000 morts, c'est-à-dire, 2 % de la population haïtienne de quelques 10 millions d'habitants. La Croix Rouge estime que près de 3 millions de personnes sont blessées ou sans loge-

ment. Nous sommes donc devant une tragédie humaine gigantesque.

... dans un des pays les plus pauvres du monde

Cette catastrophe naturelle de terribles dimensions, qui serait destructrice partout, s'est produite dans un des pays les plus pauvres du monde. Avant le séisme, 80 % des haïtiens vivaient déjà sous le seuil de pauvreté. Plus de 70 % de la population vivait avec moins de 2 dollars pour jour, et 56 % avec moins de 1 dollar. Un tiers de la population dépendait d'aide ali-

mentaire pour survivre. Seulement 30 % des haïtiens avaient accès au réseau public de santé.

Dans ce contexte, les effets du séisme deviennent encore plus dévastateurs. Selon des ingénieurs et des architectes qui ont déjà travaillé à Haïti, cités par le quotidien *Folha de São Paulo*, la mauvaise qualité des constructions, due au manque de matériaux adéquats et aux pratiques incorrectes de construction, ont encore aggravé la friabilité des maisons et des bâtiments. Le plus essentiel manque

après le séisme : eau, électricité, nourriture et un minimum d'assistance médicale. Les services de sauvetage sont presque inexistantes et il n'y a pas système de santé pour traiter les blessés et fournir des médicaments et de l'assistance de première nécessité, ce qui fait que beaucoup finissent par mourir. A la fois, le manque de la moindre infrastructure fait que les morts s'accumulent sur les routes et dans les rues, ce qui aggrave le risque d'une épidémie. Le peu de campements de réfugiés sont, dans leur majorité, improvisés par la population, avec des tentes de draps.

Haïti : une histoire de deux siècles d'exploitation impérialiste intense et cinq années d'occupation par les troupes de l'ONU

La situation d'extrême pauvreté à Haïti est le produit de deux siècles d'exploitation intense par diverses puissances impérialistes. Le pays a été le théâtre de la première et unique révolution victorieuse organisée par des esclaves dans le monde, et la première révolution noire et anti-coloniale de l'Amérique latine. Entre 1791 et 1804, les esclaves haïtiens ont mené diverses luttes contre la puissance coloniale française, jusqu'à ce que, en 1804, ils aient expulsé les français, pris le pouvoir et atteint l'indépendance. Depuis lors, Haïti est devenu une menace pour la France et pour d'autres pays impérialistes, ainsi que pour l'élite esclavagiste qui dominait toute l'Amérique latine ; ils ont essayé par tous les moyens d'isoler le pays économiquement pour l'étouffer. Depuis les débuts du 20e siècle, les Haïtiens ont dû endurer diverses invasions impérialistes et des dictatures sanglantes.

Plus récemment, depuis 2004, Haïti a été occupé par les forces de l'ONU, après que les Etats-Unis étaient intervenus militairement pour forcer le président Aristide

d'abandonner le pays. Actuellement, les forces d'occupation de l'ONU (Minustah) sont dirigées par le Brésil, qui aide ainsi les Etats-Unis à maintenir ses intérêts dans la région, bien qu'avec une occupation militaire à visage plus « convivial », dont participent des troupes argentines, boliviennes, jordanaises, entre autres.

Le discours officiel est que la présence militaire à Haïti est nécessaire pour que le pays ne sombre pas dans un chaos. Toutefois, pendant les dernières cinq années, les conditions de vie du peuple haïtien ne se sont pas améliorées : le salaire minimal, d'environ 40 dollars, est le plus bas de l'Amérique latine. Les troupes de la Minustah servent, non à aider à apporter la paix et une amélioration sociale à Haïti mais, au contraire, à garantir les grands profits des multinationales des principales puissances impérialistes, surtout des Etats-Unis, qui obtiennent de grands profits à un coût du travail presque esclave.

La répression récente exercée par les troupes contre les travailleurs qui combattaient par une augmentation du salaire minimal, a bien illustré le rôle de la Minustah. Dans une déclaration récente, son commandant, le général brésilien Floriano Peixoto Vieira Neto, a expliqué que les projets exécutés par les bataillons d'ingénierie de l'Armée brésilienne sont réalisés en premier lieu à des fins militaires, et non diplomatiques ou civiles, ce qui signifie que les bénéfices pour la population sont indirects : « Quand vous réparerez une route pour que passe une troupe, pour assurer de la mobilité, cette route reste aussi pour l'utilisation de la Communauté. »

Contrairement à ce que dit la publicité officielle, le séisme récent démontre de la manière la plus explicite et cruelle que cinq

années d'occupation militaire n'ont pas servi à doter le pays de plus d'infrastructure ou de meilleures conditions de vie. Au contraire, la catastrophe naturelle a mis à nu la catastrophe sociale qu'est la vie à Haïti.

La tragédie haïtienne produit commotion et solidarité parmi les peuples du monde entier

La tragédie humaine provoquée par le séisme à Haïti sensibilise les peuples du monde entier. Des gens de plusieurs pays envoient de l'argent, de la nourriture, des médicaments et des vêtements, en se mobilisant pour envoyer aide et solidarité au peuple haïtien. Cette solidarité humaine internationale est un sentiment des plus justes, et probablement la seule chose positive dans toute cette catastrophe.

En réalité, toute l'aide qui arrive à Haïti à l'heure actuelle est fondamentale pour essayer de sauver la vie de milliers de ses habitants. En ce sens, nous devons exiger des gouvernements du monde entier qu'ils envoient des ressources humaines et du matériel de sauvetage, des médecins, des médicaments, de la nourriture, de l'eau potable, car sans cela, des milliers de Haïtiens ne parviendront pas à survivre. Il faut l'exiger, spécialement, des gouvernements des pays impérialistes, qui gagnent journalièrement des fortunes inimaginables au prix du travail des Haïtiens ; et en particulier des Etats-Unis qui, par son contrôle sur le pays et sa proximité géographique, doit garantir immédiatement les ressources de base pour la population haïtienne.

Une aide humanitaire qui n'est pas arrivée à la plupart de la population touchée

Malgré la commotion internationale, l'aide humanitaire qui est arrivée jusqu'à présent à Haïti est presque insignifiante, face aux nécessités. Alors qu'ils parlent de

solidarité, les mêmes gouvernements qui ont donné 25 000 milliards de dollars pour les banques dans la crise économique, offrent maintenant 145 millions de dollars pour Haïti. Durant cinq années d'occupation militaire, l'ONU a dépensé 3 500 millions de dollars et maintenant elle « offre » 10 millions de dollars d'aide pour le séisme. Malgré les milliers de vies en jeu, face à cette catastrophe gigantesque, l'impérialisme montre son véritable visage : tout pour sauver les profits millionnaires des banques et seulement des miettes pour sauver les vies du peuple le plus pauvre de l'Amérique latine.

La situation est alarmante, parce que la majorité des experts affirment que les personnes sous les décombres peuvent difficilement survivre plus de trois jours dans cette situation. Selon le quotidien espagnol El País (15/1/2010) : « L'aide n'est pas encore arrivée à la majorité des résidents de Port-au-Prince, qui déambulent par les rues fétides, en cherchant désespérément de l'eau, de la nourriture et de l'aide médicale ».

Même à l'heure actuelle d'urgence, la supposée mission humanitaire des troupes de l'ONU à Haïti est bien peu utile, tant comme force d'appui pour la population que comme instrument de sauvetage ou d'aide médicale. Selon le quotidien Folha de São Paulo : « les fonctionnaires de l'ONU se sont concentrés sur eux-mêmes, en focalisant des actions de sauvetage dans leurs installations et dans l'Hôtel Montana, où vivaient les hauts fonctionnaires. [...] L'attention aux haïtiens n'est que résiduelle. »

Des nouvelles récentes montrent que l'ONU avait des tonnes d'aliments stockés à Haïti, mais que jusqu'à présent, elle ne les avait pas distribués et n'avait même pas

informé sur leur existence. Il a fallu que la population découvre le lieu de stockage et prenne l'initiative de s'appropriier les aliments, malgré l'ONU.

En réalité, face à la tragédie qui touche tous les Haïtiens, indépendamment de leur classe, il est clair que l'« aide humanitaire » de l'ONU donne la priorité à ceux qu'elle a toujours servis : les plus riches.



L'hypocrisie d'une aide humanitaire contrôlée par les gouvernements impérialistes

En réalité, outre le fait que l'aide soit totalement insuffisante, la grande contradiction est que le peu qui est arrivé jusqu'à présent à Haïti, est contrôlé par les gouvernements impérialistes et leurs institutions, comme l'ONU. En ce sens, cette aide est clairement hypocrite.

D'abord, les gouvernements qui se disent maintenant très touchés par la situation et disposés à aider, sont les mêmes que ceux qui profitent de Haïti. L'aide qu'ils prétendent donner est minimale en comparaison à celle qu'ils pourraient donner, celle qu'ils ont gagnée avec l'exploitation de la main d'œuvre bon marché à Haïti. Ce sont Bill Clinton et George Bush qui vont commander la commission de la Maison Blanche pour coordonner les efforts de sauvetage et d'aide à Haïti (Bush était président à l'époque où les Etats-Unis avaient provoqué le renversement et l'envoi en exil d'Aristide et les deux ont pro-

mu l'occupation des troupes de l'ONU).

Mais le pire est que les gouvernements impérialistes et ceux qui maintiennent l'occupation de Haïti profitent de la tragédie et de la crise sociale qui en résulte pour renforcer l'occupation et la répression dans le pays, au nom de l'aide humanitaire.

Avec la tragédie, la vie se réduit, pour une grande partie de la population, uniquement à chercher à survivre, et c'est normal qu'il y ait des pillages dans des supermarchés détruits par le séisme, à la recherche de nourriture. Avec l'argument de maintenir la sécurité et d'éviter la criminalité, les effectifs militaires sont préparés pour « éviter » (c'est-à-dire réprimer) ces situations, face à une population qui, de bon droit, lutte pour sa vie.

En outre, le mécontentement de la population augmente. Comme le rapporte le porte-parole de la Minustah (Folha de São Paulo, 15/1/2010) : « la précarité des conditions des forces de sécurité et les carences dans l'attention à la population produisent une impatience dans la population. Ils [les Haïtiens] sont de plus en plus irrités. » Selon l'information donnée par différents quotidiens, quelques Haïtiens avaient commencé à empiler les corps des victimes dans les rues, ce qui est une nécessité non accomplie par les forces « humanitaires ». Cela peut être compris, à la fois, comme une protestation contre le retard dans l'aide à la population touchée. Si la Minustah était déjà la force militaire qui réprimait des étudiants et des travailleurs, maintenant elle le sera encore davantage, en profitant de cette situation pour augmenter son contrôle sur le pays.

Les Etats-Unis se mettent à commander l'occupation militaire

Toutefois, dorénavant, outre la

répression des possibles soulèvements sociaux, ce qui est en jeu, c'est surtout de savoir qui contrôlera Haïti et qui gagnera avec sa reconstruction future.

Pour cette raison, avec l'« aide humanitaire », le gouvernement d'Obama a envoyé un contingent militaire qui, d'un moment à l'autre, a mis les Etats-Unis comme le principal pays de la force militaire d'occupation, en passant au-dessus de la Minustah et sans se soucier des « autorisations » de l'ONU. Les Etasuniens ont déjà annoncé qu'ils enverront 10 000 soldats, dont 2 200 appartiennent à la célèbre troupe d'assaut des Marines, les fusiliers marins.

Les Etats-Unis ont envoyé le porte-avions Carl Vinson, chargé avec 19 hélicoptères. Le destroyer Higgins se trouve aussi dans la région et rapidement doivent arriver 3 500 soldats de la 82e Division Aéroportée d'Infanterie de l'Armée. Dans les deux prochaines semaines doivent arriver le croiseur Normandy et la frégate Underwood, toutes deux équipés de missiles dirigés. Le bateau d'assaut amphibie Bataan s'y rend aussi, accompagné de deux autres navires du groupe d'assaut amphibie : le Fort MacHenry et le Carter Vestibulo. C'est-à-dire, les véritables chefs de l'occupation militaire sont arrivés et la fragile Minustah a été mise en second plan.

Le fait que le principal envoi de personnel des Etats-Unis en Haïti soit composé de soldats spécialisés pour le combat militaire, et non d'experts en sauvetage, en médecine ou en protection civile, illustre bien clairement que son objectif est le contrôle militaire et non l'aide humanitaire au peuple haïtien.

L'impérialisme veut profiter de la catastrophe pour recoloniser définitivement Haïti

Le gouvernement des Etats-

Unis profite de cette situation de crise pour prendre le contrôle direct et total sur le Haïti. Il suffit de dire que se sont eux qui ont assumé le contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince et que se sont eux qui dirigent toutes les opérations, sans consulter le Brésil, qui commandait jusqu'à présent les forces de l'ONU dans le pays.



Face l'initiative unilatérale des Etats-Unis, la France, ancienne métropole coloniale qui dominait Haïti, a aussi cherché à entrer dans le jeu. La proposition de Sarkozy de réaliser une Conférence Internationale sur le Haïti est l'expression de ce conflit entre différents pays impérialistes concernant celui qui se mettra à contrôler le pays à l'avenir. Cela devient explicite, étant donné que ni le président haïtien ni aucun autre membre de son gouvernement ont été invités pour cette Conférence. C'est-à-dire, sous le prétexte de la reconstruction se dissimule un projet de transformer le pays dans une nouvelle colonie de l'impérialisme américain, tandis que l'impérialisme français cherche aussi à garantir sa part. Même le Brésil, qui durant les dernières cinq années a servi l'impérialisme en dirigeant l'occupation militaire, cherche à l'heure actuelle à obtenir sa part dans le partage des affaires de la reconstruction et du contrôle futur du pays.

Face à ceci, le président haïtien, René Préal, démontre son rôle de marionnette complète des Etats-Unis. Son remerciement public au

gouvernement des Etats-Unis pour l'envoi de troupes, de croiseurs, etc., qui arrivent à Haïti pour occuper le pays, est l'expression maximale d'un président absolument servile à l'impérialisme. Une marionnette qu'Obama utilise encore pour apparaître comme un grand humanitaire, tandis qu'il se propose de recoloniser définitivement Haïti.

Il est nécessaire que l'aide humanitaire soit contrôlée par les organisations populaires et de travailleurs de Haïti!

Dans ce jeu de forces et d'intérêts, c'est encore le peuple haïtien qui reste en dernier plan. La Minustah est une force militaire de sécurité, qui a échoué complètement quand une véritable aide humanitaire a été nécessaire. Les gouvernements impérialistes se soucient plus du contrôle militaire et économique d'Haïti, pour la transformer dans une colonie, que de la survie du peuple haïtien. Le gouvernement et les institutions haïtiennes sont absents et se soucient davantage d'eux-mêmes que de leur peuple. Le président Préval, l'a clairement manifesté quand il a affirmé que la plus grande priorité est de reconstituer les communications, en particulier entre les membres du gouvernement, la deuxième, le déblayage des décombres pour désobstruer les routes, et la troisième, l'aide en carburant pour les voitures du gouvernement (Folha de São Paulo, 15/1/2010).

En outre, que se soit entre les mains des gouvernements impérialistes ou des dirigeants haïtiens, comme cela a été le cas dans des catastrophes naturelles précédentes, le plus probable est qu'une bonne partie de l'aide humanitaire soit perdue au milieu de la corruption et soit utilisée pour garantir le bien-être des plus riches et non la vie des plus pauvres.

Pour sortir définitivement de cette situation de tragédie humaine et sociale, les travailleurs ne pourront compter qu'avec eux-mêmes, en prenant leur destin dans leurs propres mains. Quelques informations qui nous arrivent à travers la presse internationale montrent qu'il y a déjà des indices de cette conscience, comme les camps de réfugiés auto-organisés ou une opération de sauvetage à l'université GOC (Groupe Olivier Collaborateur) menée par les étudiants eux-mêmes et leurs parents.

C'est pour tout cela que nous croyons que la seule solution est que le peuple haïtien lui-même contrôle l'aide humanitaire qui arrive à son pays. Dans le cas contraire, toute la commotion des peuples du monde entier et ses efforts pour aider les haïtiens seront en bonne partie perdus ou seront utilisés de manière injuste.

Le peuple haïtien a besoin d'eau, de médicaments et de nourriture, non de canons, de Marines et répression !

Pour une campagne internationale de solidarité, promue par les travailleurs et les organisations populaires !

Si toute l'aide humanitaire est bienvenue, nous considérons qu'il est fondamental que les syndicats, les organisations estudiantines et populaires, les organisations de droits humains indépendantes des gouvernements bourgeois, rassemblent des fonds qui soient directement livrés aux organisations populaires haïtiennes.

La Coordination Nationale de Lutttes (Conlutas) au Brésil, avec d'autres organisations ouvrières, a déjà pris l'initiative de faire une campagne pour rassembler des fonds et de l'aide à porter aux travailleurs et au peuple haïtiens. Il est fondamental que cette initiative soit entreprise aussi par les organisations syndicales et populaires de tous les pays, de façon indépendante de leurs gouvernements.

La LIT-QI appelle à toutes les organisations des travailleurs à faire une campagne de solidarité de la classe ouvrière dans le monde entier pour la classe ouvrière et la population pauvre de Haïti. Cette campagne doit servir, d'abord, pour aider le peuple haïtien, mais aussi pour renouer avec la tradition de lutte ouvrière internationale et les liens fondamentaux de solidarité parmi la classe ouvrière du monde entier.

Enfin, la LIT-QI appelle à ce que cette aide soit livrée aux organisations ouvrières et populaires de Haïti, par exemple Batay Ouvrière (BO), une des principales organisations ouvrières du pays qui, depuis le début, s'est opposée à l'occupation militaire par la Minustah, une organisation qui a dirigé la lutte récente pour l'augmentation du salaire minimal. C'est dans le but de livrer cette aide solidaire à la classe ouvrière et au peuple pauvre, que nous nous proposons d'organiser une délégation internationale à Haïti.



BATAY OUVRIÈRE

APPEL À LA SOLIDARITÉ

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 à Port-au-Prince, Haïti, nous a lourdement frappé au niveau des masses populaires. En effet, aux côtés des bâtiments publics effondrés en grand nombre, ce sont nos quartiers populaires qui ont été les plus détruits. Ceci n'est pas surprenant, ce sont les plus fragiles, les plus instables. [...]

Pendant que certains capitalistes cherchent à forcer les ouvriers à retourner travailler dans des usines fissurées ; pendant que les propriétaires des grands magasins se refusent à distribuer gratuitement leurs marchandises et exigent même que leurs prix augmentent ; pendant que tout le monde peut constater l'absence flagrante et honteuse de l'État, son incapacité, son incompetence [...] ; pendant que les forces impérialistes profitent de l'aide qu'ils administrent pour, de manière éhontée, approfondir leur domination et transformer les relations en une véritable tutelle sans partage... les ouvriers, travailleurs de tous genres, masses populaires en général subissent cette situation catastrophique où elles se retrouvent les bras cassés. [...]

A Batay Ouvrière, même si la plupart de nos cadres et membres ont pu sauver leur vie, plusieurs d'entre nous ont perdu des membres de leur famille, leur maison, leurs rares biens... plusieurs sont blessés, estropiés et, en plus d'avoir à enterrer nos morts, la survie nous devient de plus en plus difficile.

Dans la mesure du possible, nous essayons d'éviter de passer par les circuits officiels dominants mais il est tout aussi vrai que **la situation devient intenable !** C'est ce qui nous amène aujourd'hui à lancer cet **APPEL À LA SOLIDARITÉ en direction de tous les ouvriers, travailleurs et progressistes conséquents du monde entier** pour tâcher de nous aider à sortir de cette terrible passe. [...]

Port-au-Prince, ce 20 janvier 2010

Pour apporter votre aide : voir notre déclaration en dernière page.

La lutte des travailleurs immigrants de Rosarno c'est la lutte de tous les travailleurs

A Rosarno, en Calabre, région du Sud de l'Italie, des travailleurs immigrés ont été barbaquement attaqués par des bandes racistes (à coups de barres et d'armes à feu, blessant gravement un migrant), ainsi que par les forces de l'ordre bourgeois. En réponse à cette agression -et comme ce fut déjà le cas il y a un an dans une autre région, en Castelvoturno- les travailleurs immigrés ont organisé leur autodéfense ainsi qu'une révolte contre leurs agresseurs et contre ceux qui les exploitent.

Voici une déclaration de la Coordination européenne de la Ligue Internationale des Travailleurs.

Il s'agit de travailleurs utilisés essentiellement comme journaliers agricoles et privés de tout droit, à commencer par le droit au permis de séjour. Aussi, comme ils risquent d'être expulsés, ces travailleurs subissent le chantage des propriétaires agricoles pour lesquels ils représentent une grosse source de profits: ils travaillent pour des salaires misérables (un euro de l'heure, par exemple) et même pour pas de salaire, puisque bien souvent, après des mois de travail, ils ne sont pas payés. Sans contrat de travail, ils sont obligés de souffrir les attaques et les violences des contremaîtres, des grands et petits propriétaires (qui, dans le Sud, opèrent de concert avec les organisations maffieuses et criminelles). Ces travailleurs sont par ailleurs obligés de vivre dans des conditions inhumaines, entassés dans des hangars ou des bâtiments abandonnés et insalubres, des lieux très dangereux par la santé. Tout cela, dans un pesant climat d'intolérance raciale. Une intolérance qui, dans le contexte de crise du capitalisme, a été favorisée par les gouvernements des deux coalitions bourgeoises (ainsi que par la législation européenne), à coups de « lois sécuritaires » s'attaquant lourdement aux travailleurs émigrés et leurs familles. En effet, à partir de la loi Turc-Napolitano, suivie de la loi Bossi-Fini, et des deux "paquets sécurité" successifs, Amato et Maroni, les gouvernements ont promu des politiques racistes et construit des centres d'expulsion... Ces lois contre les émigrés rendent de plus en plus difficile l'obtention d'un permis de séjour et, consécutivement, elles génèrent une aggravation radicale des conditions de vie et de travail.

Les violentes attaques racistes et la grave exploitation que les travailleurs immigrés subissent quotidiennement

Nous exigeons:

Titre de séjour pour tous les immigrés présents dans le territoire national.

Droits syndicaux pour tous les travailleurs immigrés, et les mêmes droits civils que les travailleurs italiens.

Droit à l'auto-défense organisée pour repousser les attaques racistes.

Droit à un contrat de travail et à un poste fixe pour tous les immigrés ; des salaires dignes et en adéquation au coût de la vie.

Des logements publics et dignes pour les immigrés sans abri.

ne sont pas, uniquement, un effet de la présence d'organisations de type maffieux dans la région. Il s'agit au contraire d'un phénomène qui sévit partout en Europe: pour garantir les taux de profit, l'économie capitaliste a besoin d'une "armée de réserve", et ces immigrés privés de droits et de permis de séjour constituent, pour le patronat, une importante source de bénéfices. Les immigrés sont donc indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste, et ils représentent une proportion considérable de la classe ouvrière, principalement dans l'industrie, l'agriculture et la construction. Aussi, à travers les guerres et la spoliation des ressources menée par les multinationales dans les pays d'origine, le capitalisme oblige premièrement les masses désespérées à émigrer pour pouvoir survivre; ensuite, il les exploite pour en tirer un maximum de profits, tout en promouvant la guerre entre les pauvres pour créer des divisions au sein de la classe ouvrière, y compris au sein des travailleurs immigrés eux-mêmes, ceux qui n'ont pas de permis de séjour devenant automatiquement des clandestins, des "illégaux". Ces divisions affaiblissent toute la classe ouvrière: il n'est possible de défendre le travail et le salaire que par le combat pour des meilleures conditions pour tous (travailleurs «locaux » et travailleurs immigrés, avec ou sans permis de séjour). **La Coordination européenne de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationaux (LIT-QI)** exprime sa totale solidarité aux travailleurs émigrés de Rosarno, soutient les manifestations en leur défense et appelle toutes les organisations syndicales, les organisations politiques et les associations à organiser encore des initiatives pour le soutien aux immigrés.

Parti d'Alternative Communiste - PdAC (Italie)

Parti Révolutionnaire des Travailleurs/Gauche Révolutionnaire - PRT-IR (Espagne)

Front de Gauche Révolutionnaire/Rupture - FER/Ruptura (Portugal)

Ligue Communiste des Travailleurs - LCT (Belgique)

Ligue Socialiste Internationale - ISL (Angleterre)

Rimini (Italie), 11 janvier 2010



Aide humanitaire au peuple haïtien

Pas d'occupation militaire

La catastrophe qui touche le peuple haïtien, le plus pauvre d'Amérique, a suscité un énorme élan de générosité partout dans le monde, pour apporter de l'aide. Cette sympathie contraste avec l'intervention de différents gouvernements qui ont profité honteusement de la misère pour déployer une invasion militaire de grande envergure.

Les Etats-Unis se sont emparés de l'aéroport de Port-au-Prince et ont donné priorité à l'acheminement de leurs troupes vers le pays, au point d'empêcher l'atterrissage des avions qui apportaient une aide urgente. Ils y ont déjà envoyé 20 000 soldats et une demi-douzaine de navires de guerre. Ils ont même détourné des troupes déjà en route vers le Moyen-Orient à cet effet. Tout cela « pour protéger les secouristes ». La France, ancienne métropole coloniale qui dominait Haïti, a proposé de réaliser une Conférence Internationale sur Haïti, où ni le président haïtien ni aucun autre membre de son gouvernement n'ont été invité. La Belgique, fidèle serviteur des « grands » de ce monde, y envoie aussi ses troupes, toujours sous prétexte, comme en Afghanistan, de « protéger l'aide humanitaire ». Autrement dit, sous le prétexte de la reconstruction se dissimule le projet de transformer le pays en une nouvelle colonie de l'impérialisme.

L'ONU, qui proclame haut et fort qu'elle vient au secours du peuple haïtien, est aussi complice de cette politique d'occupation. En 2004, les Etats-Unis ont provoqué le renversement et l'envoi en exil du président Aristide et ils ont promu l'occupation du pays par des troupes de l'ONU, la Minustah (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti). Le gros des troupes est apporté par les pays d'Amérique Latine : le Brésil (qui dirige la Minustah), l'Argentine, ainsi que plusieurs gouvernements dits « progressistes » comme l'Uruguay, la Bolivie, l'Equateur et le Paraguay, ce qui représente en tout 9000 soldats et policiers et 2000 agents civils. Durant cinq années d'occupation militaire, l'ONU a dépensé 3 500 millions de dollars et maintenant elle « offre » 10 millions de dollars d'aide pour le séisme. Et cette aide au compte-gouttes, insignifiante par rapport aux frais engagés dans l'intervention militaire, est encore destinée en première instance aux forces d'occupation. Les premières équipes de recherche de survivants ont été affectées aux installations de l'ONU qui avaient souffert du séisme et à l'hôtel où logeaient les « représentants » fortunés. Rappelons que c'est à l'ONU que le programme d'aide 12-12 en Belgique destine la moitié de l'argent récolté grâce à la générosité des citoyens (via UNICEF-Belgique).

Entre-temps, le Fond Monétaire International vient aussi « en aide » au pays. Le 14 janvier dernier, le FMI a octroyé un prêt de 70 millions d'euros, qui s'ajoutent au près de 500 millions de la « dette » de ce pays envers le FMI, toujours assortie de sévères conditions comme par exemple l'augmentation du prix de l'électricité et le blocage des salaires dans les services publics, et qui font que le service de la dette s'élève à un tiers du PIB du pays.

Pour l'impérialisme, l'enjeu est de taille. Il ne s'agit pas seulement d'y implanter une base militaire. Il s'agit surtout d'assurer, mieux encore que dans le passé, l'exploitation de la principale richesse du pays : une main d'œuvre abondante, cantonnée dans les *maquillas*, des zones franches ou des milliers d'haïtiens produisent des produits textiles et autres marchandises pour l'exportation, avec des salaires de misère, et sans que le moindre impôt soit payé à l'Etat haïtien. Ce n'est pas par hasard qu'alors que la reconstruction d'un minimum d'infrastructures, d'hôpitaux, d'écoles et de logements n'a même pas encore commencé, ces *maquillas* sont de nouveau « en état de marche ».

Le peuple haïtien continue à avoir besoin de beaucoup d'aide, non parce qu'il aurait, sans cela « un risque de troubles sociaux » comme alerte Fidel Castro,¹ mais parce que ce peuple a le droit de vivre et de continuer sa lutte pour l'indépendance, ce peuple issu d'esclaves « importés » d'Afrique, qui a été le premier - et l'unique - à s'être affranchi de l'esclavage en expulsant le colonisateur français.

Ce peuple doit vivre et continuer sa lutte, mais pour cela, l'aide généreuse de tant de travailleurs dans le monde entier doit arriver dans les mains de ses propres organisations, comme Batay Ouvriye, le syndicat le plus important de travailleurs et de paysans, qui s'est toujours opposé à l'occupation du pays par l'ONU et qui a une longue histoire de lutte en défense des travailleurs. Batay Ouvriye a récemment dirigé une lutte qui a obtenu une augmentation sensible du salaire minimum, lequel toutefois n'est toujours que de 200 gourdes (3,50 €) par jour !

Pas d'argent pour les soi-disant « faiseurs de paix » de l'ONU. Annulation de la dette extérieure. Seule la **solidarité de classe** peut vraiment aider le peuple haïtien à surmonter la tragédie, à résister à la colonisation et à se libérer de toute occupation.

¹ Solidaire, 21/01/2010 - p.11

Verser vos dons

Le 21 janvier, Batay Ouvriye a publié un appel d'aide que vous pouvez consulter sur notre site (www.lct-cwb.be). Y figure un numéro de compte aux Etats-Unis où des dons peuvent être versés. Afin de faciliter la récolte de fonds en Europe, le syndicat de l'entreprise UPS en Espagne a ouvert un compte, dont l'argent reçu sera transmis intégralement à Batay Ouvriye :

Comité UPS Vallecás-Trabajadores Haïti
IBAN: ES24 2100 4035 8722 0005 3765
BIC: CAIXESBXXX